

Solothurner SKOS-Tage 2009 / Journées CSIAS de Soleure 2009

Prävention, Aktivierung und Integration in Zeiten wirtschaftlicher Krise

Prévention, activation et intégration en période de crise économique

3./4. September 2009 in Solothurn / 3/4 septembre 2009 à Soleure

Auswertung Workshops /évaluation des ateliers

Datum: 03.09.09	Workshop-Nummer:1
Titel: Bildungschancen mit früher Förderung verbessern – das Projekt „primano“ in der Stadt Bern	
Leitung: Annemarie Tschumper	
Kurze Beschreibung des Inhalts und Ablaufs: Frühe Entwicklung und sozioökonomische Benachteiligung; Frühförderungskonzept der Stadt Bern -> Projekt primano	
Kurze Beschreibung des Inputs: Ausgehend von der kindlichen Entwicklung wurde das Frühförderungskonzept der Stadt Bern beschrieben.	
Resultate/Erkenntnisse/Lösungsvorschläge: <ul style="list-style-type: none">- Es braucht ein Hausbesuchsprogramm für Familien, welche aus verschiedenen Gründen (persönliche Belastungen, Isolation, Migration) den Weg zu den üblichen Angeboten sonst nicht finden. Dieses etwas aufwendigere Förderangebot bleibt einer ausgewählten Zielgruppe vorbehalten.- Zielgruppengrösse: In den Stadtteilen, in denen das Hausbesuchsprogramm angeboten wird, leben pro Jahrgang insgesamt 450 Kinder, davon sind rund die Hälfte Ausländerinnen und Ausländer. Von den Erwachsenen sind in diesen Stadtteilen ca. 45% ohne abgeschlossene Berufsbildung, dies betrifft dann ca. 200 Kinder pro Jahrgang in der Zielgruppe. Bezüglich Ethnien ist es wichtig, gute Daten zu haben. Allenfalls sind Kooperationen mit anderen Gemeinden wichtig.- Wer profitiert ab wann von Frühförderung: Alle Kinder profitieren von Förderangeboten vor dem Kindergarten, sozioökonomisch benachteiligte Kinder profitieren aber in besonders hohem Mass. 1-2 Jahre Kita- oder Spielgruppenbesuch (mindestens 2x/Woche) vor dem Kindergarten sind sicher für (fast) alle Kinder sinnvoll und erleichtern Kindergarten- und Schulstart.- Die Kosten der frühen Förderangebote sind für etliche Familien ein reales Hindernis, besonders weil viele wegen einer Spielgruppenfinanzierung nicht beim Sozialdienst vorstellig werden wollen -> alternative Möglichkeiten zur Unterstützung (z.B. Fonds).	
Offene Fragen: <ul style="list-style-type: none">- Finanzierung der frühen Förderung über die Pilotprojekte hinaus- Weiterqualifizierung der Hausbesucherinnen	
Wünsche an die SKOS (nicht mehr diskutiert -> Wünsche aus Sicht von primano): <ul style="list-style-type: none">- Bedürfnisse der Kinder sozialhilfeabhängiger Eltern für sich anschauen und entsprechende Unterstützung gewähren (z.B. Finanzierung von mindestens 1 bis 2 Jahren Spielgruppenbesuch, 2 Halbtage pro Woche)- Rechtzeitige Meldung von förderungsbedürftigen Kindern aus sozialhilfeabhängigen Familien an diejenigen Stellen in der Gemeinde, die in Spielgruppen und Kitas vermitteln können.	

Date:4 septembre 2009	Numéro de l'atelier:3
Titre:Processus d'insertion : Expérience genevoise	
Animation:Michel Nicolet	
Brève description du contenu et du déroulement:	
<p>Echange autour du processus genevois qui vise à récompenser par l'attribution de suppléments d'intégration l'effort d'insertion que fournit un bénéficiaire de l'aide sociale. Cet effort peut se concrétiser de manière différente en fonction des difficultés rencontrées et des ressources dont dispose la personne aidée. Le contrat d'aide sociale individuelle est l'outil qui permettra de poser les objectifs à atteindre et d'en évaluer ultérieurement la réussite.</p> <p>Le déroulement s'est fait sur la base d'une présentation d'un petit peu plus d'une demie heure par l'animateur, suivie d'un débat autour de cette pratique.</p>	
Brève description de l'input:	
<p>Durant les 3 premiers mois qui suivent l'arrivée à l'aide sociale, l'assistant social doit procéder à une analyse globale de la situation du demandeur d'aide. Cette analyse doit lui permettre d'évaluer parmi les trois phases suivantes (restauration, socialisation, réinsertion socioprofessionnelle), celle dans laquelle la personne se trouve.</p> <p>A partir de là et en partenariat, le bénéficiaire et l'assistant sociale devront déterminer le projet le plus cohérent qui va permettre à plus ou moins long terme un retour vers l'autonomie. Ils fixent ensuite mensuellement les objectifs à atteindre, les tâches à accomplir et les critères d'évaluation qui permettront ou non d'accorder un supplément d'intégration.</p> <p>Une fois ce travail effectué, un contrat est signé entre l'assistant social et le bénéficiaire.</p> <p>Au terme du contrat, un bilan est effectué qui doit, si la personne est toujours bénéficiaire de l'aide sociale, la conduire à établir un nouveau projet.</p>	
Résultats/enseignements/propositions de solutions:	
<ol style="list-style-type: none"> 1. L'attribution d'un supplément d'intégration sur la base d'un objectif atteint ou non ne permet pas forcément de mesurer l'effort d'insertion. Piste de solution : définir des tâches à accomplir plutôt que des objectifs à atteindre 2. Le contrat d'aide sociale individuelle implique un travail administratif supplémentaire pour les assistants sociaux. Piste de solution : envisager de le décharger de tâches qui ne relèvent pas obligatoirement de sa compétence et les confier à du personnel administratif, automatiser ce qui peut l'être et supprimer ce qui n'est pas indispensable. 3. L'individualisation du travail d'accompagnement social comporte le risque d'obtenir une information différente d'un assistant social à un autre, notamment liée à son degré d'adhésion à la politique mise en place à Genève. Propositions de solution : Mettre en place des séances d'information collective destinées aux usagers qui arrivent à l'aide sociale et ainsi s'assurer qu'il est rigoureusement informé sur ses droits et devoirs et sur les notions d'effort d'insertion à accomplir et de partenariat dans la relation d'aide 4. L'adhésion des travailleurs sociaux à un tel système n'est pas une évidence et des résistances peuvent émerger et mettre en péril l'objectif de ce processus d'insertion. Propositions de solution : Intégrer des travailleurs sociaux dans la réflexion dès son lancement, informer régulièrement de ce qui se fait en prenant l'avis des praticiens et former l'ensemble des collaborateurs aux nouvelles pratiques une fois que les procédures de travail ont été définies. Etre convaincant, persuasif et ne pas faire preuve de faiblesse. Un collaborateur a le droit de ne pas être convaincu mais il n'a pas le droit de ne pas appliquer ce qui a été décidé. 	

Questions ouvertes:

Un certain nombre de participants a fait valoir que la charge de travail des assistants sociaux rendait difficile une approche telle que celle mise en place à Genève car le temps à consacrer à la mise en place d'un projet de ce type est souvent jugé insuffisant.

Desiderata à l'intention de la CSIAS:

Un partage de pratiques n'a pas pu être possible car aucun participant n'avait d'expériences similaires, ce que nous pouvons regretter. Toutefois, le modèle genevois a été plutôt bien reçu par les personnes ayant participé à l'atelier.

La partie liée au débat a surtout permis de répondre à des questions liées à l'expérience genevoise en terme d'organisation du travail, de mesures disponibles, de difficultés d'adaptation pour les anciens assistants sociaux, etc.. De ce fait, il n'a pas permis un débat de fonds sur les avantages et inconvénients du système et sur ce qu'il serait nécessaire de mettre en place pour remédier aux difficultés relevées.

Datum: 3. September 2009	Workshop-Nummer: 4
Titel: Motivationssemester „Junior Power“ der Stadt Zürich	
Leitung: Thomas Hofmann Moderation: Doris Hoesli-Lampe	
Kurze Beschreibung des Inhalts und Ablaufs: Input von Thomas Hofmann über die Angebote der Sozialen Einrichtungen und Betriebe der Stadt Zürich, insbesondere Vorstellung des Motivationssemesters „Junior Power“. Zwei Jugendliche, Herr Shabani und Herr Temko erzählen ihre Biographie und berichten über ihre Erfahrung im und mit dem Motivationssemester. Rückfragen und Diskussion mit den Workshopteilnehmenden, den Jugendlichen und dem Programmleiter.	
Kurze Beschreibung des Inputs: Sehr ansprechende und lebendige Vorstellung durch den Programmleiter und der Jugendlichen, was unter einem Motivationssemester zu verstehen ist. Welches die Rahmenbedingungen sind, sowie die Möglichkeiten und Grenzen.	
Resultate/Erkenntnisse/Lösungsvorschläge: Es ist wichtig, dass in Motivationssemester gute Abklärungen in Bezug auf die weitere Berufsintegration vorgenommen wird. Auch wichtig ist es, dass Integrations- und Migrationsthemen mit den Jugendlichen besprochen werden. Direkter Anschluss nach der Schule wäre sinnvoll. „Durchhängerzeiten“ sind demotivierend.	
Offene Fragen: Inwieweit spielt oder kann das geplante Case Management in den Kantonen eine Rolle für die bestehenden Angebote spielen?	
Wünsche an die SKOS: Vorstellung von konkreten Angeboten in Workshops an Tagungen ist sehr sinnvoll und sollte immer einmal wiederholt werden.	

Date:3 septembre	Numéro de l'atelier: 5
Titre: Mentorat	
Animation: Christian Lopez Quirland (OSEO Genève)	
Brève description du contenu et du déroulement:	
<p>Présentation de l'expérience du mentorat de l'OSEO Genève. Au cours de la présentation il y a eu un échange très dynamique. Essentiellement sur les questions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Historique du mentorat et définition des concepts par rapport au Tutorat et Coaching • Processus d'intégration des mentors et lien avec les jeunes. • Potentiel et limites du Mentorat dans le domaine de l'insertion. <p>Les participants à l'atelier ont été très intéressés et participatifs.</p>	
Brève description de l'input:	
<p>Bonne dynamique. L'Atelier a permis de poser un cadre mais a également ouvert beaucoup de questions étant donné que les expériences de Mentorat en Suisse dans le domaine de l'insertion sont peu nombreuses. On connaît plus les expériences dans les entreprises pour accueillir les nouveaux collaborateurs ou encore dans le domaine académique (universités).</p> <p>Les participants étaient intéressés essentiellement par l'expérience pratique.</p>	
Résultats/enseignements/propositions de solutions:	
<ul style="list-style-type: none"> • Il y a autant de formes de Mentorat que d'organisations faisant du Mentorat. • Quelle que soit la forme, ce qui est important c'est de définir des objectifs clairs pour les acteurs (bénévoles-mentors et jeunes). • Si le mentorat est proposé à des jeunes en rupture de scolarité, il est judicieux que ces jeunes soient suivis dans une structure qui leur donne un cadre, comme par exemple un semestre de motivation (mesure active du marché du travail). • Les coûts de supervision des mentors peuvent être très élevés étant donné que les mentors sont très demandeurs étant donné qu'ils souhaitent réussir la relation mentorale (besoins en formation, en conseils, notamment). 	
Questions ouvertes:	
<p>La principale question ouverte a été de savoir s'il fallait rémunérer les mentors. Les avis sont partagés (une minorité des participants prônant cette option).</p> <p>Avantage d'une rémunération : cela permettrait de clarifier le rôle des mentors. L'inconvénient, c'est le fait qu'ils ne seraient plus bénévoles et qu'une relation pécuniaire pourrait fausser la relation.</p> <p>Néanmoins, il faudrait peut-être réfléchir à un défraiement.</p> <p>La question de la rémunération est fondamentale dans un projet tel que le Mentorat qui par nature élabore des relations entre adultes et jeunes de manière volontaire, une rémunération peut fausser ce lien</p> <p>A l'heure où on sollicite de plus en plus la société civile afin de soutenir l'insertion, la question du Mentorat reste d'actualité.</p>	

Desiderata à l'intention de la CSIAS:

Participants passionnants et très actifs. A mon sens, le mentorat aura une tendance à s'intensifier comme outil de soutien à l'insertion des jeunes. A Genève, ce sont 6 expériences qui ont été menées mais presque toutes ont échoué, excepté celle de l'OSEO Genève et d'une commune.

Le plus difficile dans l'animation de cet atelier c'est le fait que les participants n'avaient aucune pratique du Mentorat, par conséquent, ils étaient plutôt demandeurs d'enseignements et d'expériences. Dans ces conditions, il a été difficile de faire ressortir « de bonnes pratiques » ou d'échanger sur la base d'expériences concrètes.

Sans quoi, cela a été un plaisir de pouvoir animer l'atelier.

Je reste à votre disposition.

Christian Lopez Quirland

Directeur

OSEO Genève

Datum: 03 September 2009	Workshop-Nummer: 7
Titel: “Kinder, Jugendliche und junge Erwachsene : Ursachen und Risiken der Sozialhilfeabhängigkeit (Forschungsprojekt der Berner Fachhochschule Soziale Arbeit) „	
Leitung: Robert Fluder, Leiter Abteilung Forschung und Entwicklung Sonia Pellegrini, wissenschaftliche Mitarbeiterin, Berner Fachhochschule Soziale Arbeit	
Kurze Beschreibung des Inhalts und Ablaufs: <ol style="list-style-type: none"> 1. Inputreferat 2. Vorstellung der Fragestellungen und des Vorgehens. 3. Bildung von vier Arbeitsgruppen, die je für eine Zielgruppe Präventions- und Integrationsmassnahmen für sozialhilfeabhängige junge Erwachsene diskutiert. Ausgewählte Zielgruppe waren erwerbslose junge Erwachsene, erwerbstätige junge Erwachsene, junge Erwachsene in Ausbildung und nicht Erwerbstätige junge Erwachsene. Die Diskussion baut auf die Erfahrungen der Teilnehmenden auf. Jede Gruppe bekommt eine Reihe von Frage als Impuls zur Diskussion. Die Ideen werden auf einem Flipchart gesammelt (Art von Brainstorming) und diskutiert. Die erfolgversprechenden Vorschläge werden vertieft. 4. Jede Gruppe stellt die Resultate ihrer Diskussion im Plenum vor. 5. Zusammenfassung 	
Kurze Beschreibung des Inputs: <p>Die soziefamiliale, berufliche, finanzielle und Ausbildungs- Situation der jungen Erwachsenen in der Sozialhilfe wurden vorgestellt und die häufigsten Falltypen visuell dargestellt. Davon ausgehend wurden die 4 Zielgruppen für Präventions-/ Integrationsmassnahmen bestimmt und die Fragen für den Workshop vorgestellt.</p>	
Resultate/Erkenntnisse/Lösungsvorschläge: <ol style="list-style-type: none"> 1. Erwerbslose junge Erwachsene Hier wurde betont, wie wichtig es ist, die Personen im Ausbildungs- und Arbeitsprozess zu behalten. Als Lösungsansätze wurden erwähnt: die Früherkennung von Problem (Stichwort: Schulsozialarbeit), das Coaching im Übergang I (Case Management, Motivation fördern) und die Mitarbeit mit den Firmen zur Beschaffung von Ausbildungsplätze für wenig qualifizierte junge Erwachsene sowie eine niederschwellige, enge Begleitung. Erwerbsarbeit muss auch ökonomisch attraktiv sein, Schwellenwerte sollten vermieden werden, damit sich jede Erwerbstätigkeit positiv auf das Einkommen auswirkt. Frauen mit kleinen Kindern sollte eine Erwerbstätigkeit ermöglicht werden. Mit einer Bildungsoffensive soll der Anteil der Personen mit keiner und ungenügender beruflichen Ausbildung reduziert werden und in der Folge auch das Sozialhilferisiko dieser Personen. Förderung des 2. Arbeitsmarktes und der niederschweligen Angebote als erster Schritt auf dem Weg zur beruflichen Integration 2. Erwerbstätige junge Erwachsene Sowohl Unterbeschäftigung als auch Working Poor Situationen haben mit Ausbildung zu tun. Als präventive Massnahme wurde vorgeschlagen, dass über die Aussage „Wer eine berufliche Ausbildung abgeschlossen hat erzielt im Schnitt 1000.- mehr Lohn im Monat“ breit informiert wird. Damit könnte ein zusätzlicher Anreiz für eine gute Ausbildung geschaffen werden. Eine Möglichkeit zur Vermeidung von sozialhilfeabhängigen Erwerbstätigen wären Minimallöhne. Durch die Schaffung von geeigneten und günstigen Betreuungsangeboten könnte die Erwerbsbeteiligung von 	

Paaren mit Kindern erhöht werden und damit Sozialhilfe vermieden werden. Insbesondere im Bereich der Tiefeinkommen muss sich die Erwerbstätigkeit trotz erhöhten Betreuungskosten lohnen.

3. **Junge Erwachsene in Ausbildung**

Ein Fünftel der jungen Erwachsenen sind in Ausbildung (davon 2/3 im eigenen Haushalt). Es besteht Konsens, dass die Sozialhilfe nicht primär dafür zuständig ist, für die Sicherstellung einer Erstausbildung.

Lösungsansätze:

- Stipendien sollen existenzsichernd sein.
- Richtlinien zur Budgetberechnung von der SKOS und von den Stipendien sind zu harmonisieren.
- Die Ausbildungskontinuität ist zu gewährleisten, damit der Eintritt im Arbeitsmarkt ohne berufliche Ausbildung vermieden werden kann (Ausbildungspflicht bis 18 Jahre).
- Schaffen eines Ausbildungsobligatoriums

4. **Nicht Erwerbstätige junge Erwachsene**

Bei jungen Müttern wurde erwähnt, dass es contra produktiv ist, sie drei Jahre aus dem System zu lassen. Diese Zeit sollte wenigstens für Sprachkurse, Ausbildung, Praktikum benutzt werden. Diesbezüglich wurde auch die Hilfe zur Selbsthilfe als wichtig erwähnt: die Sozialhilfe könnten z. B. einen Impuls zur Vernetzung der Mütter geben, damit sie für die Betreuung der Kinder sich selbst organisieren können (Kinderkrippe ist nicht die einzig mögliche Lösung).

Bei gesundheitlichen Problemen, vor allem psychischen Problemen, werden die Früherkennung, das Case Management (inkl. Motivationsförderung) als wichtige Instrumente erachtet.

Für Familien mit Kindern ist ein hinreichendes Angebot von erschwinglichen familienergänzenden Betreuungsangeboten wichtig. Alleinerziehenden kann damit den Einstieg in die Erwerbstätigkeit ermöglicht werden.

Zentral ist v.a. ein formaler Berufsabschluss, es sollte genügend Möglichkeiten geben einen verpassten Berufsabschluss nachzuholen.

➔ Insgesamt als besonders wichtig werden alle Massnahmen zur Förderung/ Sicherstellung einer guten Ausbildung betrachtet.

Offene Fragen:

Kann die Bezahlung von einer Weiterbildung eine langfristig rentable Investition sein?
Um welche Art von Ausbildung soll es sich handeln bei einem Ausbildungsobligatorium?

Wünsche an die SKOS:

Eine Bildungsoffensive vorbereiten und / oder unterstützen.

Programme zur Früherkennung und -behandlung der sozialen Risiken fördern, inkl. Case Management.

SKOS-Richtlinien sowie Koordination zwischen SKOS-Richtlinien und andere Regimen bezüglich (falsch) Anreize prüfen.

Datum: 4.9.2009	Workshop-Nummer: 1
Titel: Konkrete Erfahrungen in Sozialdiensten mit Integration und Aktivierung: zum Beispiel Basel-Stadt	
Leitung: Markus Spillmann und Alfred Trechslin	
<p>Kurze Beschreibung des Inhalts und Ablaufs: Die Sozialhilfe Basel-Stadt zielt auf eine Aktivierung aller Sozialhilfebeziehenden - unter Berücksichtigung ihrer individuellen Möglichkeiten. Dazu wurden verschiedene Programme und Massnahmen entwickelt. Auch unkooperative Klientinnen und Klienten werden im Rahmen ihrer Mitwirkungspflicht konsequent eingebunden. Der Workshop stellt die einzelnen Programme und Massnahmen vor und zeigt, wie in der Praxis konkret damit gearbeitet wird.</p>	
<p>Kurze Beschreibung des Inputs: Prinzip der Aktivierung. Aktivierung im Gegenleistungsmodell und soziale Integration im Programm Stadthelfer</p>	
<p>Resultate/Erkenntnisse/Lösungsvorschläge: Das Gegenleistungsmodell wurde teilweise kontrovers besprochen. Die Kontroverse betrifft die Frage der Einstellung von Unterstützungsleistungen mangels Mitwirkungspflicht sowie die Sorgfalt in den vorangehenden Klärungs- und Sanktionierungsmöglichkeiten. Das Programm Stadthelfer fand weitgehende Zustimmung und wurde interessiert aufgenommen.</p>	
<p>Offene Fragen: Teilnehmende äussern Unsicherheiten ob und wie die Einstellung von Unterstützungsleistungen auf Grund wiederholter, mangelhafter Mitwirkungspflicht „rechtsmässig“ durchgesetzt werden kann.</p>	
<p>Wünsche an die SKOS: Die Infrastruktur für den Workshop war im Plenumsraum für uns ideal, wie auch die technischen Hilfsmittel. Vielen Dank für die Unterstützung. Inhaltlich bleibt die Sanktionierung offensichtlich bei vielen SH-Stellen unklar und es bestehen Unsicherheiten über die rechtliche Machbarkeit. Hier sind weitere Klärungen durch die SKOS sinnvoll.</p>	

Datum: 4. September 2009	Workshop-Nummer: 2
Titel: Beispiel Thalwil, Zweckverband Soziales Netz Horgen SNH	
Leitung: Myriam Augtengruber, Pascal Scattolin	
Kurze Beschreibung des Inhalts und Ablaufs: Vorstellung des Zweckverbandes Soziales Netz Horgen mit dem Schwerpunkt des Projektes go! für junge Erwachsene	
Kurze Beschreibung des Inputs: Präsentation mit Folien.	
Resultate/Erkenntnisse/Lösungsvorschläge: Während und nach dem Referat ergab sich eine angeregte Diskussion, die auch für uns gut war.	
Offene Fragen: keine	
Wünsche an die SKOS: Keine	

Datum: 4.9.09	Workshop-Nummer:4
Titel: Sozial Info REX – eine zentrale Anlauf- und Informationsstelle für Fragen aus dem Sozial- und Gesundheitsbereich mit präventivem und integrativem Potenzial	
Leitung: Marcel Huber, Stadt Luzern, Bereichsleiter Soziale Integration Stefan Gutzwiller, Stadt Luzern, Leiter Sozial Info REX	
Kurze Beschreibung des Inhalts und Ablaufs: Einblick ins Angebot und die Ausgestaltung der Dienstleistungen des Sozial Info REX Präsentation der wichtigsten statistischen Kennzahlen. Resultate einer umfassenden Kundebefragung (Soziale Dienstleister und EinwohnerInnen der Stadt Luzern als Kunden im Sozial Info REX)	
Kurze Beschreibung des Inputs: Siehe oben	
Resultate/Erkenntnisse/Lösungsvorschläge: Die nach der 30minütigen Präsentation zur Verfügung stehende Zeit (1 ¼ Std.) wurde ausschliesslich für Fragen an die Workshopleitenden genutzt. Wir gehen davon aus, dass die Teilnehmenden dadurch am Schluss einen vertieften praktischen Einblick in das Dienstleistungsangebot des Sozial Info REX erhalten haben und Anwendungsmöglichkeiten für ihre Gemeinden reflektiert werden können.	
Offene Fragen: Keine...	
Wünsche an die SKOS:	

Datum: 4. September 2009	Workshop-Nummer: 5
Titel: Konkrete Erfahrungen mit Integration / HEKS-Visite	
Leitung: Ernst Schedler / Roland Bänziger	
Kurze Beschreibung des Inhalts und Ablaufs:	
<ul style="list-style-type: none"> - Vorstellung des Projektes HEKS-Visite - Rückfragen - Diskussion 	
Kurze Beschreibung des Inputs:	
<ul style="list-style-type: none"> - Vorstellung Konzept - Kurzfilm mit Portraits und Erfahrungen Teilnehmende - Erklärung Zusammenarbeit mit Sozialhilfe 	
Resultate/Erkenntnisse/Lösungsvorschläge:	
<ul style="list-style-type: none"> - HEKS-Visite wird als interessantes und gutes Projekt gewürdigt. - Viele Fragen zu Details konnten geklärt werden. - Es wurden persönliche Kontakte vereinbart, damit Projekt in andern Landesteilen ev. auch umgesetzt werden kann. 	
Offene Fragen:	
<ul style="list-style-type: none"> - keine 	
Wünsche an die SKOS:	
<ul style="list-style-type: none"> - Es gibt auch Menschen, die nicht (mehr) in den Arbeitsmarkt integriert werden können. Die dürfen in der ganzen Integrationsdiskussion nicht vergessen werden und auch ihnen soll Sinnhaftigkeit ermöglicht werden. 	

Datum:4.9.2009	Workshop-Nummer:6
Titel: Integration: Angebotspalette und Qualität der Angebote - Gedanken- und Erfahrungsaustausch	
Leitung: Claudio Spadarotto	
Kurze Beschreibung des Inhalts und Ablaufs: Der Ws startete mit einem Input zum Thema Integrationsangebote in „der“ Sozialhilfe. Die aufkommende Diskussion über die Angebotspalette mündete ein in die Diskussion über die Qualität der Angebote; der Input zur Qualitätsfrage erfolgte im Wechselspiel mit den Diskussionbeiträge der Ws-Teilnehmenden.	
Kurze Beschreibung des Inputs: <ul style="list-style-type: none"> • Im Gegensatz zu den klar definierten Angebotspaletten im AVIG- und IV-Bereich gibt es seitens Sozialhilfe keine einheitlichen – durch die Auftraggeber vorgegebenen – Angebote oder Angebotstypen. Ein umfassender Überblick über die grosse Vielfalt und Vielzahl der Integrationsangebote existiert nicht und es gibt leider auch keine Kultur des Austausch oder gar der „best practice“. • Die Integrationsangebote der Sozialhilfe unterscheiden sich inhaltlich nicht von den Angeboten im AVIG- oder IV-Bereich. Sie lassen sich den 3 Kernprozessen der Arbeitsintegration – a) abklären, b) qualifizieren, beschäftigen und c) vermitteln zuordnen, welche in unterschiedlichen inhaltlichen Kombinationen und institutionellen Organisationsformen anzutreffen sind. • Das System der Sozialen Sicherheit ist kausal ausgerichtet: Die drei Teilsysteme Sozialhilfe – IV – ALV sind für „ihre“ Anspruchsgruppen zuständig, was zu drei weitgehend voneinander abgeschotteten Integrationsmärkten führt. Wünschbar wäre diesbezüglich eine „Integration“ der 3 Integrationsmärkte in ein Gesamtangebot von „interinstitutionellen Arbeitsmarktmassnahmen“, die allen Anspruchsgruppen offen stehen. Dadurch könnten Synergien genutzt resp. könnte die Gesamt-Angebotspalette weiter differenziert werden, was zu einer finalen Ausrichtung des Systems führen oder zumindest beitragen würde. IIZ-MAMAC könnte ein Zwischenschritt auf diesem Weg sein. • Eine gesamtschweizerisch geführte Debatte über die Qualität der Integrationsangebote existiert nicht. Entsprechend unterschiedlich sind die Vorstellungen darüber, was unter „Qualität“ zu verstehen ist und wodurch sich gute Integrationsangebote auszeichnen resp. auszeichnen sollten. • Basisdefinition von „Qualität“: Die Gesamtheit von Merkmalen einer Einheit bezüglich ihrer Eignung, festgelegte und vorausgesetzte Erfordernisse zu erfüllen (DIN EN ISO 8402:1995-08). 	
Resultate/Erkenntnisse/Lösungsvorschläge: <ul style="list-style-type: none"> • „Die“ Sozialhilfe zerfällt in 26 kantonale Systeme (keine Grundlage / Vertretung auf nationaler Ebene!) mit höchst unterschiedlichen Rahmenbedingungen, was die Vergleichbarkeit der Praxen und dadurch den Austausch der Ergebnisse erschwert. • Die Sozialhilfe hat im Integrationsbereich - im Vergleich mit der ALV- und der IV - den kürzesten Spiess. Es gibt jedoch grosse kantonale oder lokale Unterschiede. • Die Zusammenführung der 3 Integrationsmärkte – oder zumindest die Verbesserung der Durchlässigkeit – ist aus Sicht der Sozialhilfe ein wichtiges Anliegen. • Es fehlt an Forschungsergebnissen zu den Integrationsbemühungen und –ergebnissen der Sozialhilfe. Gefragt ist eine Wirkungsforschung, die nicht nur Outputs misst, sondern auch mit qualitativen Methoden arbeitet. Es geht in der Integrationsarbeit nicht nur um „Ablösungen“. 	
Offene Fragen: <ul style="list-style-type: none"> • Was benötigen wir, um die Wirkungen und Erfolge der mitunter auch kostspieligen Integrationsbemühungen kommunizieren und – gegenüber „der“ Politik – nötigenfalls legitimieren zu können. • Wollen / sollen wir dies überhaupt? 	

- Wie kann der Austausch über „Erfolgsmodelle“ verbessert werden?
- Welches sind die zentralen „Erfordernisse“ resp. die Haupt-Merkmale guter Integrationsangebote der Sozialhilfe?

Wünsche an die SKOS:

→ Wünsche von C. Spadarotto:

- Stosst bitte eine nationale Qualitätsdebatte zu den Integrationsangeboten an. Dies nicht mit dem Ziel der Rechtfertigung, sondern mit der Absicht, Bewusstsein zu schaffen und Vernetzung zu ermöglichen.